L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 31 JANVIER 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 31 JANVIER.

ANNONCES

Rue de Chartres, No. 73.

On trouvera désormais à la direction de l'*Abeille* toutes les annonces de ventes judiciaires et des ventes judiciaires, ainsi que la vie du shérif et ses sœurs.

Est approuvé aussi le bill qui prohibe les duels et punit de mort les duellistes.

Et à la troisième page nombre d'annonces.

Pour la liste des arrivages et des départs, les dépêches importantes, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la page suivante.

ANNONCES.

Nous prions les personnes qui nous envoient des annonces à traduire pour le journal de nous les donner, autant que possible, dans le courant de la journée. Il est fort difficile à un traducteur à temps le traduire quand elles nous arrivent toutes ensemble dans la soirée.

Abonnés des campagnes.

Les personnes habitant la campagne désirant s'abonner à l'*Abeille* peuvent le faire en nous adressant simplement, dans une lettre ordinaire à la malle, le montant de l'abonnement de poste ou elles désirent recevoir le journal. Il va sans dire que le montant de l'abonnement peut être envoyé en billets de la Nlle-Orléans, des State Unis. Il est rare que des lettres renfermant de petites valeurs s'égarent, et on ne risque presque rien à placer un billet de banque dans une enveloppe.

Nous recevons des abonnements à notre journal quotidienne de l'*Abeille* pour trois mois et plus, à raison de trois piastres par mois, et pour la publication semi-hebdomadaire, pour six mois et plus, à raison de deux piastres et demi le semestre.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par O. De Pérée, à la Bourse des Négociants et des Fabricants.—Terrains de prairie dans un Canal Condamné et aux rues Robertson et St. Philippe.

Par A. Boudousquié, en face du Vieux Marché, meubles, chevaux, &c.

Par H. Turpin, au No 69 de la rue Vieille Levée.—Café, Comptoir, Bar de Marbre, Whiskey, meubles, &c. &c.

Par H. Grant & Morris, au No 39 de la rue de Chartres.—Marchandises sèches, et liquides.

Par Montgomery & Hart, rue de la Levée, instead de la rue Bienville.—Pommes ;—au No 30 de la rue Camp.—Marchandises Sèches, merveilleuses aubaines à faire.

Par O. Lieutenant.—Au No 69 de la rue de Chartres.—Meubles, équipement, plaque St. Patrick, &c.

LEGISLATURE.

SÉNAT.

Les sessions s'ouvre à l'heure ordinaire sous la présidence du lieutenant-gouverneur Voorhies.

M. Burtis, au nom du comité judiciaire, fait un rapport défavorable contre le bill pour l'incorporation de sociétés de commissaires et de courtage et aussi contre l'acte proposé sur les usures et ventes et contre l'acte pour valider sous les actes faits par les officiers durant la guerre. Le comité donne ses raisons pour soutenir l'argument que la validité de tels actes est une question pour les cours.

Le même comité, cependant, rapporte, par opposition, d'une manière favorable au bill proposant la prescription pour dettes encourues avant le commencement de la guerre. Ce bill est adopté.

M. Palfrey présente son bill autorisant un honorable fer pour Thibodeaux pour faire intersection avec celui des Opelousas et un prolongement jusqu'à Houma. Le bill est référé au comité de finances.

Une communication relative à un appareil pour boucher les crevasses, est référé au comité des Levées.

L'acte de M. Mohan pour la réorganisation des écoles publiques, est référé au comité sur l'éducation.

Les actes relatifs aux jurés dans cette ville et aux professeurs dans les écoles sont aussi référés.

M Palfrey présente un bill relatif aux pilotes dans la baie d'Atchafalaya et sur le cours d'eau qui porte ce nom.

Il fixe présente son acte pour convoquer une convention constitutionnelle. Cet acte est envoyé à l'impression et vu à l'ordre du jour de lundi prochain.

M Medley présente un acte pour amender la loi relative aux abandons forcés.

Il présente un autre bill pour suspendre la vente des terres publiques dans telle section ou registres soit au bureau fédéral soit au bureau territorial. Le règlement est suspendu et l'acte est adopté.

M Voltz donne avis qu'il présentera un bill pour rappeler la loi du Homestead, adoptée à la dernière session.

Le bill de la Chambre relatif aux prérogatives d'élection est référé. L'autre bill de la Chambre pour nommer un comité qui serait chargé d'examiner le rapport du Trésorier et déposé sur le Bureau. Cette décision n'explique par le fait que le comité de finance est déjà occupé de cette affaire. Il n'aurait plus pour faire un rapport que le rapport de l'auditeur d'État.

M Mohan présente un bill par lequel les preuves relatives au vote des locataires seront jugés par la Cour Supérieure de préférence. Référé au comité judiciaire.

Un acte est passé pour rappeler l'acte qui prescrit les preuves verbales dans les affaires de cour.

L'acte ordonnant des élections de District et pour pourvoir à l'emploi de maire pro-tem est passé, adopté et envoyé au concours de la Chambre.

Le Sénat tient alors une séance exécutive et s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Présidence de M. Cage.

Sur motion de M. De la Barre, M. B. Wills obtient un congé de 10 jours.

Une résolution présentée par M. Girod à propos des incendiaires, est référée au comité spécial.

Une autre présentée par M. McCluskey qui prive de leur *per diem* les membres absents sans cause ou excuse légale.

Sur motion de M. Green, le comité judiciaire est chargé d'examiner la question de savoir si les Juges de Paix ne pourraient pas être investis du pouvoir d'imposer des punitions sommaires.

M Scanlan fait un rapport favorable au bill qui pourvoit au payement des dépenses continentales de l'assemblée générale.

La Chambre ordonne l'envoi à l'impression du bill qui impose un droit de timbre pour avoir un nouveau moyen de revenu.

Un acte pour définir les devoirs et fixer la rémunération de l'imprimeur d'État est référé au comité judiciaire.

Une résolution de M. Voorhies relative à la Législature de 1861, est référée au comité judiciaire.

Est référé au comité de finances le bill du Sénat pour payer $500,000 de dettes contractées par les commissaires de la Levée des Fossés Avant d'en finir pris sur le fonds des levées et du drainage.

La Chambre donne son concours au bill du Sénat qui autorise le juri de police de la paroisse Ste Marie à porter un membre de 5 les wards du juri de police et à fixer leurs limites.

Est référé comme adopté au même sujet juges de paix de la paroisse de Jefferson.

La Chambre adopte le bill du Sénat pour le payement des officiers et des témoins, et aussi pour le paiement des dépenses contingentes, mais elle ajourne indéfiniment le bill du Sénat qui suppose la publication en français du journal des deux Chambres.

Le bill du Sénat autorisant le gouverneur à passer un contrat avec la Société des Artisans pour avoir l'usage de leur salle est approuvé.

Est approuvé aussi le bill des Sénateurs pour pourvoir aux dépenses de l'assemblée générale.

Le bill du Sénat pour payer les